

Elections législatives sous tension mais sans enjeu politique au Burundi

RFI, 24 juillet 2010 Ce vendredi 23 juillet 2010, on votait pour la troisième fois en deux mois au Burundi. Des élections législatives sans suspens en raison du boycott de l'opposition. Le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, est assuré de l'emporter haut la main et de rafler la grande majorité des sièges à l'Assemblée. Beaucoup de Burundais sont inquiets pour le débat démocratique dans leur pays. Mais, selon Onesime Nduwimana, porte-parole du CNDD-FDD, le Burundi n'est pas dans une situation de parti unique.

« Ce n'est pas le nombre de voix qui détermine que le pays est dans un système de parti unique ou pas, c'est la population burundaise a décidé de n'avoir qu'un parti politique au Parlement elle est souveraine. l'opposition a un problème de salaire, de survie, pas un problème politique... » A Bujumbura la capitale, dans le quartier de Kanyosha, fief des ex-rebelles des FNL (Forces nationales de libération), de jeunes militants de ce parti d'opposition sont assis au bord de la route en train de discuter. A l'instar de la majorité des habitants de ce quartier du sud de Bujumbura, ils ne sont pas allés voter. « Je suis allé voter aux communales (du 24 mai), mais je n'ai pas participé à la présidentielle en raison de nombreuses irrégularités qui ont marqué le premier scrutin. C'est justement pour ceci que je ne suis pas voter jeudi », explique un jeune homme. Le parti au pouvoir au Burundi est sûr d'emporter une victoire écrasante après le retrait de l'opposition. Yves, un jeune marié de 25 ans, ne cache pas sa peur de l'avenir après ces législatives. qui se passe au Burundi n'est pas rassurant. Il n'y a pas de démocratie dans un système de parti unique ; cela ne s'est jamais vu nulle part au monde. C'est un véritable recul pour notre pays », explique-t-il. Gérard, un ancien combattant des FNL, a un autre motif d'inquiétude : « Depuis quelques jours on lance des grenades... Des personnes sont tuées. Il n'est pas exclu que ce pays retombe dans la guerre ». En conséquence, « les arrestations se sont multipliées dans les rangs de l'opposition », rapporte-t-il. Et cet ancien combattant rebelle de prôner une voix ferme : « nous allons nous défendre ».